

ASIA PACIFIC  
FOUNDATION  
OF CANADA

FONDATION  
ASIE PACIFIQUE  
DU CANADA

---

INVESTMENT MONITOR

# Investissements des caisses de retraite canadiennes dans la région Asie-Pacifique :

## Concilier la diversification et la croissance avec les tensions géopolitiques

MAI 2024

---

# CONTENU

---

Principales conclusions



---

Introduction



---

Une région aux **possibilités croissantes**



---

Tirer parti de la **croissance régionale**



---

Augmentation des investissements en **Inde**



---

Des **politiques intérieures** indiennes  
avantageuses



---

Une protection contre les **risques**



---

Remerciements



---

À propos de la **Fondation Asie Pacifique**  
du **Canada**



# PRINCIPALES CONCLUSIONS

1

De 2003 à 2023, environ 30 % de tous les flux d'investissement canadiens en Asie-Pacifique ont été réalisés par des caisses de retraite. Ces flux d'investissement ont commencé à croître au début des années 2010, ont atteint un sommet de 22 G\$ CA en 2021, puis ont diminué pour atteindre environ 8 G\$ CA en 2022 et 2,6 G\$ CA en 2023.

2

L'Australie a été la principale bénéficiaire des flux d'investissement des caisses de retraite canadiennes de la région; de 2003 à 2018, ce pays a représenté 45 % de ces flux d'investissement, ce pourcentage augmentant à plus de 50 % en 2019-2023.

3

Entre 2003 et 2018, la Chine était la deuxième bénéficiaire en importance, représentant 19 % des flux d'investissement des caisses de retraite canadiennes dans la région Asie-Pacifique. Depuis lors, ce pourcentage a chuté à seulement 3 % au cours des cinq dernières années (2019-2023), les flux d'investissement passant de 627 M\$ CA en 2020 à 423 M\$ CA en 2021. En 2022, tous les nouveaux investissements des caisses de retraite canadiennes en Chine ont été suspendus.

4

Les caisses de retraite canadiennes s'étant détournées de la Chine au cours des cinq dernières années, l'Inde est passée en deuxième position, représentant 25 % des flux d'investissement de ces fonds dans la région entre 2019 et 2023, contre 10 % pour la période 2003-2018.

5

Entre 2013 et 2023, environ 57 % des flux d'investissement des caisses de retraite canadiennes en Inde concernaient l'immobilier (plus de 3,8 G\$ CA), les services financiers (plus de 3 G\$ CA) et le transport industriel (environ 2,6 G\$ CA). Les secteurs des infrastructures et des énergies renouvelables deviennent particulièrement attrayants pour les investisseurs, les politiques et plans nationaux et régionaux des gouvernements indiens soutenant leur expansion.

6

Bien que les tensions bilatérales entre le Canada et l'Inde se soient exacerbées en septembre 2023, les flux d'investissement des caisses de retraite canadiennes dans ce pays ont en fait augmenté, passant de 28 M\$ CA au troisième trimestre de 2023 à 111 M\$ CA au quatrième trimestre, sous l'effet d'un important investissement dans Xpressbees par le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. Néanmoins, les effets à long terme des tensions bilatérales sur les investissements bilatéraux restent à voir. Les investissements des caisses de retraite s'inscrivent dans une perspective à long terme, ce qui pourrait atténuer les répercussions des tensions politiques actuelles.

# INTRODUCTION

Les caisses de retraite jouent un rôle important dans la société canadienne, car ils servent à gérer les revenus de retraite de millions de Canadiens. En 2023, les caisses de retraite canadiennes détenaient un capital de 2,2 billions de dollars canadiens, selon [Statistique Canada](#). Les huit fonds de pension Maple Eight (également connus sous le nom de « Big Eight »), dont l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC), la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) et le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (RREO), entre autres, gèrent une part substantielle de ces fonds. Les caisses de retraite représentent également d'importants investissements qui fournissent des capitaux à long terme (« [patients](#) ») pour de grands projets, notamment des infrastructures, à l'échelle mondiale, y compris dans la région Asie-Pacifique.

Les investissements des caisses de retraite canadiennes dans la région Asie-Pacifique ont augmenté, en grande partie pour bénéficier de la croissance économique rapide de la région. Par exemple, [depuis 2017](#), l'Asie-Pacifique est la deuxième destination d'investissement de l'OIRPC, le plus grand fonds de pension du Canada par ses actifs. Le portefeuille d'investissements de l'OIRPC dans la région est passé de [8,5 %](#) de ses investissements totaux en 2010 à [26 %](#) en 2023. La CDPQ, le deuxième fonds de pension du Canada, a doublé [son portefeuille d'investissement](#) dans la région Asie-Pacifique, qui est passé de 6 % en 2010 à 12 % en 2023. D'autres caisses de retraite, comme le [RREO](#) et le [Régime de pensions du secteur public](#), consacrent environ 10 % de leur portefeuille d'investissement global dans la région Asie-Pacifique.

Les données de l'Investment Monitor de la FAP Canada montrent qu'entre 2003 et 2023, ces fonds ont représenté 30 % du total des flux d'investissement direct étranger (IDE) des entreprises canadiennes dans la région Asie-Pacifique. De 2019 à 2023, les flux d'investissement des caisses de retraite ont augmenté pour représenter plus de 50 % du total des flux d'IDE sortants du Canada vers la région. Bien que leur nombre ait quelque peu diminué depuis 2021, ces investissements devraient augmenter à l'avenir en raison de la croissance économique rapide de l'Asie et de ses besoins considérables en capitaux.

---

## Encadré 1 :

Le rapport *Investment Monitor* de la Fondation Asie Pacifique du Canada présente des données sur les flux d'IDE, qui sont distincts des stocks d'IDE. Tandis que le stock d'IDE fait référence à la quantité totale d'investissement dans une économie à un moment donné, le flux fait référence aux mouvements des quantités qui entrent et sortent du stock. Dans l'ensemble, les valeurs des stocks d'IDE indiquent la présence globale d'IDE dans une économie, tandis que les flux d'IDE signalent l'attractivité d'une économie de destination et la confiance des investisseurs dans une économie donnée, reflétant ainsi son développement économique au cours d'une période donnée.

Le rapport s'appuie sur les données de l'*Investment Monitor* de la FAP Canada, qui suit les IDE. L'IDE est défini comme un investissement à long terme ou d'intérêt durable par un résident ou une entreprise d'une économie dans un actif tangible d'une autre économie. Ce type d'investissement est considéré comme « à long terme » ou « d'intérêt durable » s'il s'agit d'un investissement nouveau ou d'une acquisition d'au moins 10 % du capital ou des actions avec droit de vote d'une entreprise. Ce seuil de 10 % est considéré comme une participation de contrôle dans une entreprise et c'est ce qui distingue principalement les IDE des investissements de portefeuille, car ils s'accompagnent généralement d'un transfert de compétences en matière de gestion, de technologie et d'organisation, ainsi que de capitaux.

---

# UNE RÉGION AUX POSSIBILITÉS CROISSANTES

Les rendements plus élevés et les taux de croissance rapide des économies émergentes d'Asie stimulent les investissements des caisses de retraite canadiennes dans cette région. En 2023, on estime que l'Asie-Pacifique sera à l'origine de [70 % de la croissance mondiale](#). En outre, les économies émergentes et en développement d'Asie devraient voir une croissance d'environ [5,2 % en 2024 et de 4,8 % en 2025](#). Trois de ces économies – l'Inde, les Philippines et le Vietnam – devraient connaître une [croissance d'environ 6 %](#) au cours des cinq prochaines années. Pour les investisseurs institutionnels, cette croissance rapide pourrait se révéler plus attrayante que le ralentissement attendu du taux de croissance des économies avancées, telles que les États-Unis, l'Europe, le Japon et le Canada, dont la progression devrait être de l'ordre de [1,3 à 1,4 %](#) au cours des deux prochaines années. La classe moyenne asiatique en pleine expansion [devrait représenter environ 60 %](#) de la classe moyenne mondiale d'ici 2025 et [autour de 45 à 50 % de la consommation à l'échelle de la planète](#).

L'infrastructure, considérée comme un actif stable et peu risqué, est un secteur pour lequel il existe en Asie un engouement croissant pour l'investissement. Certaines parties de la région sont confrontées à un [déficit en infrastructure substantiel de 596 G\\$ CA](#) par an (excluant l'infrastructure sociale) ; les économies en développement nécessitent [jusqu'à 2,3 billions de \\$ CA d'investissement par an](#) pour maintenir leurs trajectoires de croissance actuelles, lutter contre la pauvreté et atténuer les effets des changements climatiques. Les divers [engagements de la région en matière de carboneutralité, les partenariats pour une transition énergétique juste](#) et le passage [à la production d'énergie renouvelable](#) pourraient également offrir aux bailleurs de fonds étrangers des occasions considérables d'investissement dans les infrastructures.

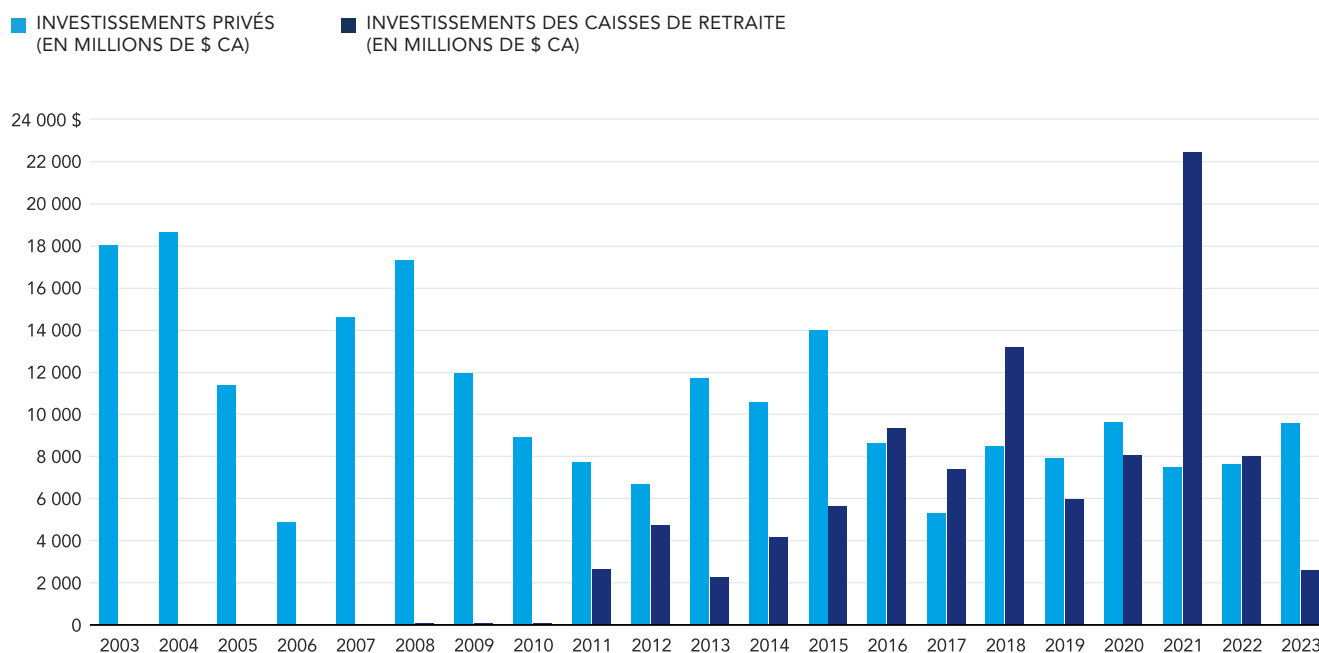
Les stratégies « Chine plus un » adoptées par de nombreuses entreprises étrangères désireuses de délocaliser certaines de leurs activités de la Chine vers l'Asie du Sud-Est et l'Asie du Sud constituent un autre moteur possible de la demande d'infrastructures locales. L'Inde devrait en être l'une des principales bénéficiaires.

« . . . la croissance économique rapide de la région ([5,2 % en 2024 et 4,8 % en 2025](#)) pourrait se révéler plus attrayante pour les investisseurs institutionnels que le ralentissement attendu du taux de croissance des économies avancées . . . dont la progression devrait être de l'ordre de [1,3 à 1,4 %](#) au cours des deux prochaines années. »

# TIRER PARTI DE LA CROISSANCE RÉGIONALE

L'activité des caisses de retraite canadiennes dans la région Asie-Pacifique est en passe de devenir plus importante que celle des investisseurs privés. Selon les données d'Investment Monitor, elles ont commencé à investir davantage en Asie-Pacifique au début des années 2010 et ont dépassé les capitaux privés en 2016 (voir la figure 1). De 2010 à 2016, les caisses de retraite canadiennes représentaient 30 % du total des flux d'investissement du Canada dans la région ; de 2017 à 2023, ce pourcentage est passé à 55 % du total des flux d'IDE canadiens dans la région. Cette augmentation est due à quelques investissements importants, tels que [l'investissement de 2,4 G\\$ CA](#) dans la société australienne BAI Communications en 2021 par l'OIRPC et de l'Alberta Investment Management Corporation (AIMCo).

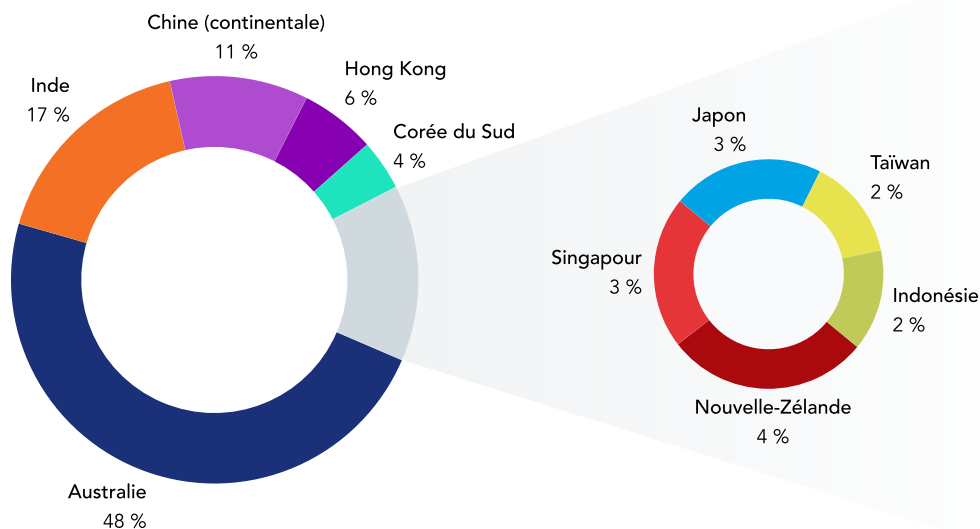
**Figure 1 :** Flux d'investissement des caisses de retraite canadiennes par rapport aux investissements privés dans la région Asie-Pacifique, 2003-2023



SOURCE : INVESTMENT MONITOR DE LA FAP CANADA, FDI MARKETS (CONSULTÉ EN MARS 2024)

Trois économies de l'Asie-Pacifique – l'Australie, la Chine et l'Inde – ont attiré environ 76 % de l'ensemble des flux d'investissement des caisses de retraite canadiennes dans la région entre 2003 et 2023 (voir la figure 2). Depuis 2019, l'Australie, dont les systèmes politiques et économiques sont comparables à ceux du Canada, a enregistré environ 50 % de ces flux d'investissement. Entre-temps, en raison des tensions politiques bilatérales, les investissements des caisses de retraite canadiennes en Chine ont diminué (voir figure 3) ; de 2003 à 2018, ils représentaient environ 19 % du total des flux d'investissement des caisses de retraite dans la région Asie-Pacifique, mais de 2019 à 2021, ces flux d'investissement ont chuté à environ 3 %. Dans le passé, la Chine était considérée comme une destination d'investissement souhaitable en raison de sa [croissance économique rapide et de son vaste marché](#). Toutefois, ces dernières années, la CDPQ, le RREO et la British Columbia Investment Management Corporation (BCI) ont tous [suspendu leurs futurs investissements directs](#) dans ce pays. Les caisses de retraite canadiennes ont effectué leurs derniers investissements importants en Chine en 2018, avec des montants dépassant les 4,4 G\$ CA, mais ce chiffre est ensuite tombé à moins de 500 M\$ CA en 2021, avant la fin des nouveaux investissements en 2022.

**Figure 2 : Flux d'investissement des caisses de retraite canadiennes dans la région Asie-Pacifique, par économie de destination, 2003-2023**

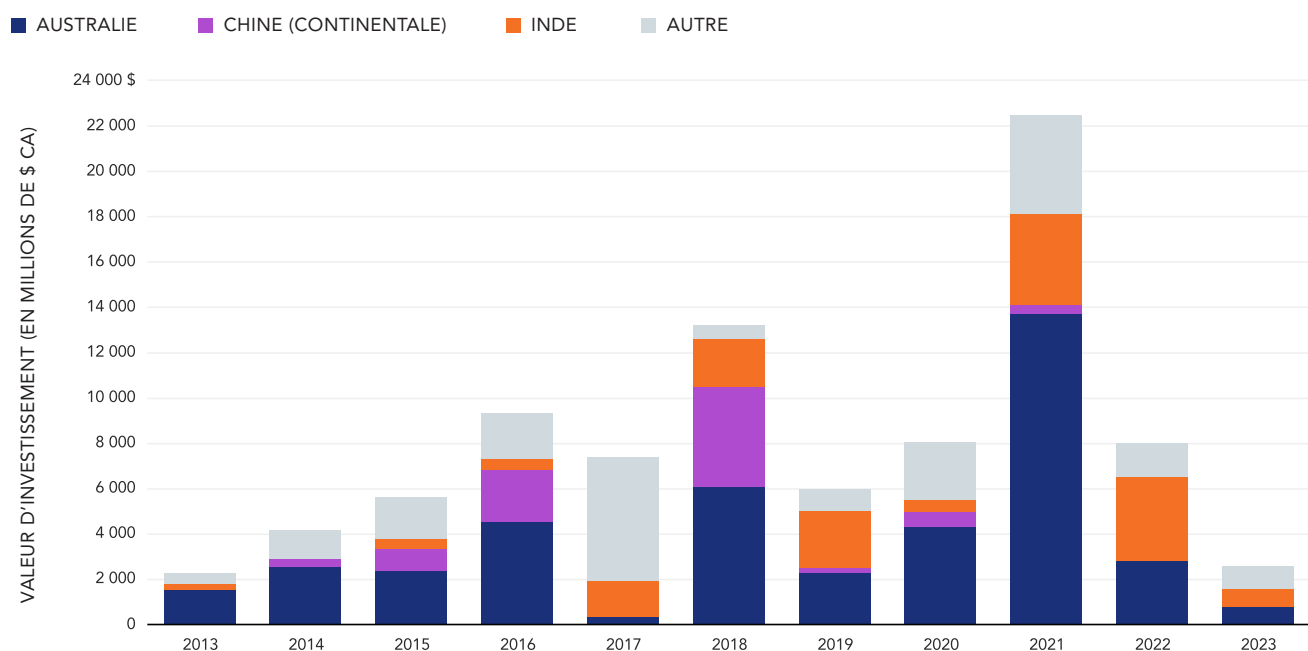


SOURCE : INVESTMENT MONITOR DE LA FAP CANADA, FDI MARKETS (CONSULTÉ EN MARS 2024)



Alors que les caisses de retraite canadiennes se détournent de la Chine, l'Inde apparaît comme une option incontournable. Au cours des cinq dernières années (de 2019 à 2023), ce pays a représenté environ 25 % des flux d'investissement des caisses de retraite canadiennes dans la région, contre 10 % au cours de la période 2003-2018. Notamment, en juillet 2023, la ministre canadienne des Finances, Chrystia Freeland, a déclaré que les caisses de retraite étaient [désireuses d'explorer les possibilités d'investissement dans les infrastructures](#) en Inde. L'OIRPC, [qui considère](#) l'Inde comme une cible privilégiée pour les investissements dans les infrastructures et l'immobilier, y a établi un bureau depuis 2015. Le RREO [a ouvert une succursale à Mumbai](#) en 2022.

**Figure 3 : Flux d'investissement des caisses de retraite canadiennes dans la région Asie-Pacifique, par principaux pays de destination, 2013-2023**



SOURCE : INVESTMENT MONITOR DE LA FAP CANADA, FDI MARKETS (CONSULTÉ EN MARS 2024)

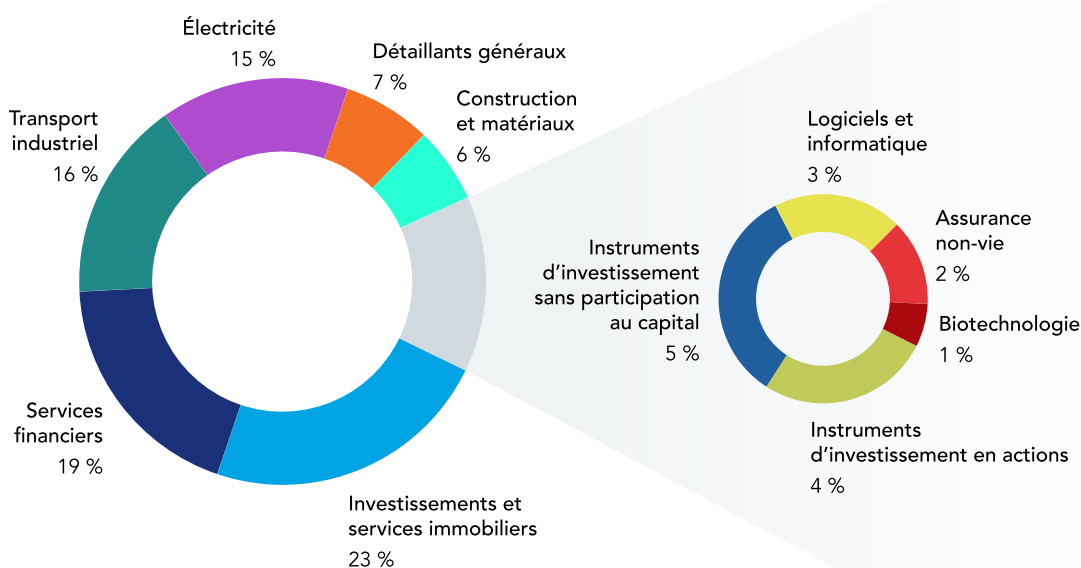
# AUGMENTATION DES INVESTISSEMENTS EN INDE

Les caisses de retraite canadiennes choisissent des actifs sûrs et stables pour leurs investissements en Inde. L'immobilier, le transport industriel et les services financiers – souvent considérés comme des valeurs stables – ont représenté environ 60 % des flux d'investissement en Inde entre 2008 et 2023.

L'OIRPC a été particulièrement actif dans l'immobilier, investissant dans des lotissements, des espaces de bureaux commerciaux, des aménagements à usage mixte axés sur le commerce de détail et des centres commerciaux. Il investit également dans le transport industriel, notamment dans une coentreprise avec IndoSpace, qui se consacre à l'acquisition et à la mise en place d'installations logistiques modernes dans les principaux centres industriels de l'Inde. L'OIRPC est également un investisseur majeur dans le secteur des services financiers, notamment dans les fonds d'infrastructure locaux. La priorité accordée à des actifs sûrs qui généreront des revenus stables à long terme est révélatrice de la vision à long terme des caisses de retraite canadiennes en ce qui concerne leurs investissements en Inde.

« La priorité accordée à des actifs sûrs qui généreront des revenus stables à long terme est révélatrice de la vision à long terme des caisses de retraite canadiennes en ce qui concerne leurs investissements en Inde. »

Figure 4 : Flux d'investissement des caisses de retraite canadiennes en Inde par secteur, 2003-2023



SOURCE : INVESTMENT MONITOR DE LA FAP CANADA, FDI MARKETS (CONSULTÉ EN MARS 2024)

# DES POLITIQUES INTÉRIEURES INDIENNES AVANTAGEUSES

Les caisses de retraite canadiennes devraient tirer parti des politiques nationales de l'Inde visant à stimuler les secteurs de l'infrastructure et des énergies renouvelables. Le gouvernement indien a mis en place ces politiques afin de renforcer le climat commercial et d'attirer les investisseurs étrangers. Par exemple, il a réduit les restrictions sur les IDE dans de nombreux secteurs, dont certains sont attrayants pour les caisses de retraite canadiennes, comme les [assurances](#), les [télécommunications](#) et les [infrastructures ferroviaires](#).

La croissance rapide de l'économie indienne entraîne une forte demande de transports routiers et ferroviaires régionaux ; 478 projets routiers, 11 projets ferroviaires, 7 projets de transports publics et 7 projets d'énergie renouvelable sont en cours dans le cadre de l'initiative nationale de projets publics-privés (PPP). L'Inde a également mis en place des politiques visant à attirer les investissements et à promouvoir le développement des infrastructures (voir tableau 1). Le National Infrastructure Pipeline (NIP), lancé en 2020, vise à soutenir un déploiement plus rapide des services publics et des infrastructures hautement prioritaires. Quelque 330 projets d'infrastructure publics-privés sont en cours dans la seule région du nord-est de l'Inde (voir figure 4). Le gouvernement souhaite également améliorer les infrastructures dans des États tels que le Gujarat, le Punjab, le Rajasthan et le Telangana.

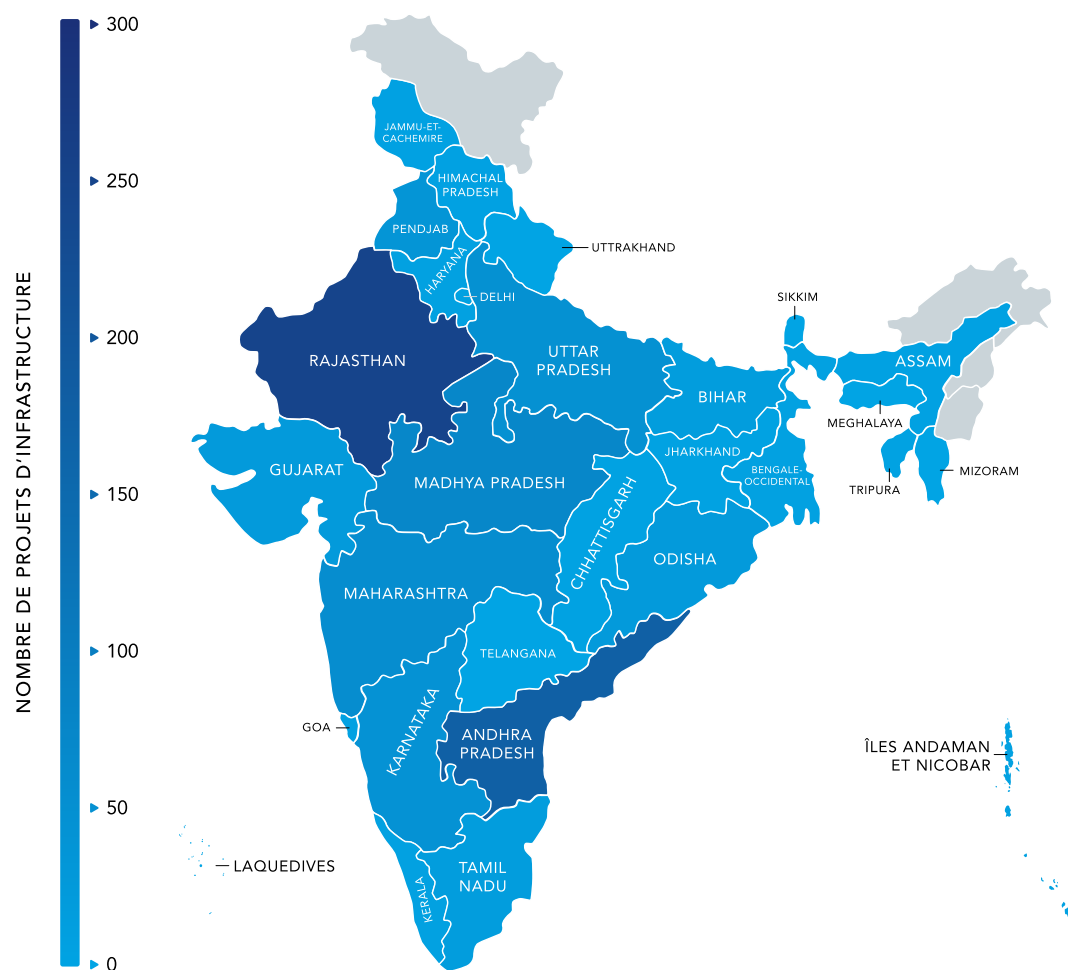
À ce jour, les investissements des caisses de retraite canadiennes dans ces États ont été négligeables et se sont plutôt limités au Karnataka, au Maharashtra et à la région de la capitale nationale. Parmi les exemples d'investissements canadiens dans des

.....  
**Tableau 1 : Politiques visant à promouvoir l'investissement et la mise en place d'infrastructures en Inde**

- Le Bharatmala Pariyojana (projet Bharatmala), lancé en 2017, vise à étendre les infrastructures routières en Inde. La phase 1 de l'initiative s'est achevée en 2022 et le gouvernement envisage une phase 2.
  - Le National Infrastructure Pipeline (NIP) encourage les partenariats public-privé dans le domaine des infrastructures, notamment les routes, les chemins de fer et l'aviation civile. Le NIP a été lancé sur la base d'un investissement prévu de 2,1 billions de \$ CA (111 lakh crore) entre 2020 et 2025, comprenant plus de 8 900 projets identifiés.
  - Le National Rail Plan (NRP), instauré en 2022, préconise d'augmenter la capacité des trains de passagers et de marchandises et d'atteindre un taux d'électrification de 100 %.
  - Le budget de l'Inde pour 2023 favorise l'expansion des transports ferroviaires et routiers et d'autres infrastructures, y compris les énergies renouvelables. Ces nouvelles infrastructures devraient améliorer la connectivité de la chaîne d'approvisionnement du pays pour le secteur manufacturier.
- .....

projets d'infrastructure en Inde, citons l'investissement de 186 M\$ CA du Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS) dans le portefeuille des autoroutes à péage d'[IndInfravit Trust](#) en 2019 et celui de 283 M\$ CA de l'OIRPC dans le National Highways Infra Trust en 2021. Parmi les autres investissements, citons ceux du RREO en 2021 et 2022, d'une valeur d'environ 683 M\$ CA, y compris sa participation de 273 M\$ CA, soit une participation de 25 %, dans le National Highways Infra Trust en 2021 et l'acquisition en 2022 d'une participation de 30 % dans Mahindra Susten Private Limited, d'une valeur de 410 M\$ CA.

Figure 5 : Projets d'infrastructure en partenariat public-privé par État



SOURCE : MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ EN INDE

**Le secteur des infrastructures d'énergie renouvelable est également prometteur.** L'Inde a pour objectif de produire [au moins 50 %](#) de sa nouvelle production d'électricité à partir de ressources énergétiques sans combustibles fossiles d'ici à 2030. Bien que les projets d'énergie solaire et éolienne récemment achevés ou prévus contribuent à la réalisation de cet objectif, des investissements importants continueront d'être nécessaires pour financer ces projets et de futures initiatives dans le domaine des énergies renouvelables. Au cours de la prochaine décennie, l'Inde pourrait attirer environ 332 G\$ CA d'investissements dans ce secteur. Le gouvernement autorise actuellement les investissements étrangers dans la production d'énergie solaire et éolienne et envisage d'assouplir les restrictions imposées au secteur de l'énergie nucléaire.

La priorité accordée aux énergies renouvelables pourrait créer une complémentarité pour le Canada, dont les caisses de retraite sont soumises à des pressions nationales pour se [désengager des combustibles fossiles](#). En outre, les projets d'infrastructure dans le domaine des énergies renouvelables constituent un autre investissement stable et à long terme. Le climat d'investissement favorable de l'Inde et la demande d'infrastructures sont donc une occasion pour les caisses de retraite de continuer à élargir leurs portefeuilles d'infrastructures et d'énergies renouvelables dans ce pays.

# UNE PROTECTION CONTRE LES RISQUES

Les caisses de retraite du Canada devront naviguer entre l'immense potentiel d'investissement de l'Inde, d'une part, et les tensions bilatérales, d'autre part. En septembre 2023, le premier ministre canadien Justin Trudeau a annoncé qu'il existait des « allégations crédibles d'un lien potentiel entre des agents du gouvernement indien » et [l'assassinat d'un citoyen canadien sur le sol canadien](#). En mai 2024, la GRC a [arrêté](#) quatre ressortissants indiens accusés de meurtre au premier degré et de complot.

Les tensions politiques ont eu des répercussions sur les débouchés commerciaux. Par exemple, le refroidissement des relations bilatérales a [bloqué la négociation](#) de l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Inde, qui a été suspendu en septembre 2023 par le gouvernement canadien. En outre, pendant la même période, les voyages d'affaires entre le Canada et l'Inde ont été affectés par la [suspension des services de visa](#) pour les Canadiens par le gouvernement indien, ce qui a [entravé la capacité](#) des entreprises à établir des contacts d'affaires. Bien que ces restrictions aient été levées au bout d'un mois, cette perturbation soudaine a montré que les tensions politiques pouvaient avoir un effet négatif sur les investisseurs potentiels et réduire leur confiance dans le marché indien.

Cependant, les experts restent optimistes quant à l'avenir du commerce et de l'investissement entre les deux pays. Nos données indiquent une hausse des flux d'investissement des caisses de retraite canadiennes en Inde au dernier trimestre de 2023 – sous l'effet de l'investissement susmentionné du RREO dans Xpressbees – qui sont passés de 28 M\$ CA au troisième trimestre à 111 M\$ CA au quatrième trimestre. Il faudra surveiller les données pour 2024 afin de mieux comprendre les véritables répercussions des tensions bilatérales sur les investissements des caisses de retraite canadiennes en Inde.

Les investisseurs canadiens devraient également prêter attention au niveau d'intervention de l'État dans l'économie indienne et au [soutien croissant](#) à l'achat de produits fabriqués localement. Toutefois, si la présence de l'État dans l'économie et la demande intérieure de produits fabriqués localement augmentent la production nationale, la demande de nouveaux projets dans le domaine des énergies renouvelables et des transports progressera. En pareil cas, les caisses de retraite canadiennes trouveraient davantage d'occasions d'accroître leurs investissements dans ces secteurs.

Les tensions politiques entre le Canada et l'Inde ne montrant aucun signe de relâchement dans l'avenir immédiat, les investisseurs canadiens devront continuer à surveiller les occasions et les risques liés à l'investissement dans une économie qui devrait devenir la [troisième plus importante au monde d'ici 2027](#).

Nous prévoyons toujours que les caisses de retraite canadiennes intensifieront leur présence, non seulement en Inde, mais aussi ailleurs dans la région Asie-Pacifique. Cette présence accrue, si elle se réalise, s'alignera sur les objectifs de la [Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique](#) et sur ses appels à multiplier les investissements et les échanges commerciaux avec la région.



## REMERCIEMENTS

La Fondation Asie Pacifique du Canada est reconnaissante à Exportation et développement Canada pour son soutien au rapport *Investment Monitor*.

La FAP Canada tient également à remercier les membres de l'équipe de recherche qui ont contribué au rapport : Vina Nadjibulla, vice-présidente, Recherche et stratégie ; Charles Labrecque, Ph. D., directeur de recherche ; Erin Williams, gestionnaire principale de programme, Compétences Asie ; Anastasia Ufimtseva, Ph. D., gestionnaire de programme, Commerce et

investissement international ; Charlotte Atkins, spécialiste principale de projet, Commerce et investissement international ; et Rachael Gurney, boursière des Jeunes professionnels Canada-Asie de la FAP Canada. La Fondation remercie également l'équipe des communications de la FAP Canada pour son soutien : Michael Roberts, directeur des communications ; Chloe Fenemore, designer graphique ; Eva Moreta, traductrice ; Ted Fraser, éditeur ; et Naomi Shi, spécialiste des communications et des médias sociaux.

# À PROPOS DE LA FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA



ASIA PACIFIC  
FOUNDATION  
OF CANADA

FONDATION  
ASIE PACIFIQUE  
DU CANADA

La Fondation Asie Pacifique du Canada (FAP Canada) est une organisation indépendante à but non lucratif qui se concentre sur les relations du Canada avec l'Asie. Notre mission est d'être le catalyseur de l'engagement du Canada avec l'Asie et le pont entre l'Asie et le Canada.

La FAP Canada se consacre au renforcement des liens entre le Canada et l'Asie par le biais de ses activités de recherche, d'éducation et de rassemblement, telles que la série de Conférences Canada-en-Asie, nos Missions commerciales féminines en Asie et le projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises, qui favorise une croissance inclusive durable et la réduction de la pauvreté. Visitez notre site Web consacré aux économies en développement de l'APEC. La FAP Canada collabore également avec des entreprises, des gouvernements et des intervenants du milieu universitaire afin d'offrir aux organisations et aux étudiants canadiens une formation sur les Compétences sur l'Asie.

Nos recherches fournissent aux Canadiens et aux parties prenantes de la région AsiePacifique des informations, des points de vue et des perspectives de grande qualité, pertinentes et opportunes sur les relations entre le Canada et l'Asie. Notre travail de recherche comprend également des articles périodiques intitulés Perspectives, des dépêches, des rapports et des notes de synthèse, des réflexions stratégiques, des études de cas, des explications, ainsi qu'une publication hebdomadaire intitulée Observatoire Asie, qui suit les dernières nouvelles sur l'Asie qui intéressent le Canada.

Visitez notre site Internet



